
COURS 1 : LES FONDEMENTS DE L'ECONOMIE

INTRODUCTION :

Claude Lévi Strauss *« plus la science progresse, mieux elle comprend pourquoi elle ne peut aboutir. »*

Paul Bairoch : *« S'il me fallait résumer ce que l'essence de l'histoire économique peut apporter à la science économique, je dirais qu'il n'existe pas de 'lois' ou règles en économie qui soient valables pour toutes les périodes de l'histoire ou pour chacun des divers systèmes économiques. »*

Paul Léautaud, *Journal*, 27/01/1932, *« Nous nous sommes mis à rire, en nous rappelant les prédictions des économistes en 1914 : la guerre pas plus de quelques mois, les Etats n'ayant pas les moyens pour plus longtemps... »*

Ces citations résument à elles seules la problématique de l'économie.

.....

.....

.....

.....

Jean-Paul Fitoussi, auteur keynésien, dans son dernier ouvrage, *Le théorème du Lampadaire* (mars 2013), met en lumière ce qui oppose aujourd'hui encore les deux principales doctrines économiques :
p. 12 « Si des phénomènes nouveaux apparaissent ou que d'autres que nous pensions appartenir au passé ressurgissent, et si nos métriques ne sont plus adaptées pour les saisir, alors nous perdons toute chance d'y voir clair. Et lorsque nous ne comprenons plus ce qu'il advient, nos décisions sont le plus fréquemment erronées. Si les objectifs que la politique économique met en lumière (sous le mauvais lampadaire !) ne sont pas ceux qui importent vraiment pour les sociétés, nous n'aurons aucune chance de comprendre pourquoi le fait de les avoir atteints ne résout nullement le problème initial. ».

Que veut-il dire ici ?

- par exemple que les politiques mises en œuvre depuis les crises des subprimes et de la dette en Europe n'ont pas résolu le problème premier : cf situation toujours très fragile de la Grèce suite aux mesures drastiques de rigueur appliquées par la troïka (FMI, BCE, Commission européenne).
- Que nous sommes prisonniers de notre façon d'envisager l'économie en raison de la persistance d'une doctrine dominante, ici les nouveaux classiques qui préconisent, la rigueur budgétaire, la libéralisation toujours plus poussée des marchés qui sans intervention de l'Etat ne peuvent qu'atteindre l'équilibre. Donc ce qui domine c'est le marché sur le social et le politique.

D'où la citation suivante :

p. 12-13 « Dans le domaine de l'action politique, cela peut avoir de graves conséquences, car les erreurs peuvent se cumuler - erreurs dans la définition de l'objectif, dans sa mesure, dans le choix des instruments utilisés en fonction des fins poursuivies, c'est-à-dire de la théorie ou de la doctrine qui présidera à l'action.

Longtemps, les pouvoirs publics, suivant la pensée dominante, ont braqué les projecteurs sur la stabilité des prix comme objectif de la politique économique - elle était supposée de surcroît nous permettre d'atteindre la plus forte croissance du PIB - et sur la théorie des marchés concurrentiels pour légitimer leur action. On sait ce qu'il advint. La stabilité des prix se révéla compatible avec la plus grande des instabilités macroéconomiques et financières. La croissance du PIB fut concomitante d'une profonde détresse sociale, et la dérèglementation des marchés fut un prélude à leur plus grave dysfonctionnement depuis la crise des années 30. C'est que l'on n'avait pas allumé

les bons lampadaires et que l'on cherchait à agir à partir d'une représentation théorique du monde qui n'avait que peu à voir avec le monde réel, en nous fixant des objectifs relativement mal mesurés (le PIB, par exemple) et qui n'étaient pas vraiment ceux qui importaient pour les sociétés. De même que la lumière d'étoiles mortes depuis longtemps parvient encore jusqu'à nous, celle de théories invalidées à plusieurs reprises par les faits continue de nous éclairer. Une société composée de fous rationnels serait une société impitoyable où la défiance serait généralisée et la peur omniprésente.

Ce livre est une invitation au voyage à travers les territoires que nous avons entre-aperçus dans les jeux d'ombre et de lumière des crises qui se sont succédé depuis 2007-2008 : la crise de la théorie économique, la crise financière mondiale, la crise bancaire et celle des dettes souveraines - apparemment spécifiquement européennes -, et la crise de nos systèmes de mesure. »

John Quiggin parle de **zombie economics** (2010) pour désigner cet étrange ensemble d'idées mortes qui errent toujours parmi nous car pour nous en débarrasser il faudrait perdre la défiance en la démocratie, la peur que le suffrage universel ne conduise à une trop grande égalité.

Si la pensée dominante croit que la régulation par le marché est toujours supérieure à la régulation par l'Etat, c'est bien en raison de cette défiance d'où des effets sur les populations. Comme l'écrit **Pierre Ronsavallon**, « *[la] représentation de la société comme marché trouve son plein épanouissement dans l'école écossaise du XVIIIe siècle et tout particulièrement chez Adam Smith. La conséquence essentielle d'une telle conception réside dans le fait qu'elle se traduit dans un refus global du politique. Ce n'est plus la politique, le droit et le conflit qui doivent gouverner la société, c'est le marché. De ce point de vue, Adam Smith n'est pas tant le père fondateur de l'économie politique que le théoricien du dépérissement de la politique* ».

Les mesures politiques des années 80/90 sont les mêmes que celles préconisées aujourd'hui face à la crise financière : plus de compétitivité et des marchés plus libres, mais pour quels résultats ? Pour **Quiggin**, « *Les banques et autres institutions financières réglementées (et donc garanties par l'Etat) devraient se voir interdire de s'engager dans des opérations spéculatives pour leur propre compte, ou de prêter sous quelque forme que ce soit à d'autres institutions engagées dans de telles spéculations. Les gouvernements devraient s'engager à ne point sauver des spéculateurs en difficulté. Une fois cela accompli, on peut laisser les spéculateurs, sans autre dommage, couler ou nager.* »

Faut-il alors redécouvrir **Keynes** au-delà des néo-keynésiens qui ont voulu combattre les nouveaux classiques sur le même terrain de formalisation mathématique, ou au contraire développer de nouvelles pistes, comme celles préconisées par **Amartya Sen** et d'autres, à savoir l'économie du bien-être, le développement humain induisant de nouveaux modes de calcul des performances de l'économie autres que le PIB qui ne mesure que la seule croissance des richesses et encore de façon bien incomplète.

Les économistes sont d'accord sur environ 90% des phénomènes et théories qu'ils développent et étudient, le problème réside bien dans les 10% restant et pour Jean-Paul Fitoussi, une grande part tient à la conception du futur, de son incertitude :

p. 19-20 : « Notre difficulté à prévoir la chronologie des événements vient à la fois de l'incomplétude de notre savoir et du fait que ces derniers sont déterminés par l'interaction entre des décisions privées et des décisions publiques. Nous sommes confrontés à une incertitude vraie au sens de Knight (cad qu'aucun calcul de probabilité ne permet d'évaluer, elle est donc non mesurable, à la différence du risque) qui nous empêche d'appréhender le futur par quelque formule mathématique que ce soit. Cette limitation n'est pas propre à l'économie (cf catastrophes naturelles, ou révolutions politiques par ex printemps arabe).

Il est deux conceptions de la connaissance en économie qui donnent ainsi naissance à deux doctrines différentes si ce n'est opposées. Selon la 1ère, aujourd'hui dominante, le futur est probabilisable, ce qui signifie que le calcul mathématique permet d'une certaine façon d'en percer le mystère. Nul besoin de tenter de le surdéterminer par des actions collectives. Cette conception est au fondement du libéralisme, cad du primat de l'économie de marché. Elle ne peut s'accommoder que

d'un monde sans crises car si on sait à l'avance que la route va être interrompue par un obstacle, on cherchera à le contourner. [...]

Selon l'autre conception, l'incertitude – l'impossibilité de décrire le futur par quelque mathématique que ce soit- est inhérente au système dans lequel nous vivons. Dans le présent se 'trament' en permanence des innovations dont les autres acteurs de l'économie ne peuvent avoir connaissance : le futur est le lieu privilégié de l'émergence du nouveau de l'impensable. Il faut donc réduire l'incertitude en connaissant le chemin qui nous a conduits où nous en sommes. La 1ère conception est a-historique, la 2nde au contraire ancrée dans l'histoire. »

Serge Latouche, *L'économie dévoilée*, Série Mutations n°159, 1995 : Est-il rationnel d'être rationnel ?

« L'économie se présente comme une pratique commune à tous les hommes et quasi naturelle. La science économique est, de ce fait, universelle et transhistorique. Elle établit des liens valables, en principe, pour tous les temps et tous les lieux. Les économistes ont, bien sûr, renforcé ces croyances, mais celles-ci tiennent à l'émergence de l'économie, avec la monnaie et le marché. L'épanouissement de l'économie à l'époque moderne seulement n'apparaît cependant pas étrange, car le projet de la modernité repose sur la prétention de construire la vie sociale sur la seule base de la raison, en s'émancipant de la tradition et de la transcendance. Dans la vision héritée des Lumières, l'économie n'est que la réalisation de la raison. Il n'est pas étonnant que le développement de l'activité économique se présente comme une montée en puissance de la rationalité. Celle-ci se manifeste de façon indissociable dans la technique et l'économie ; il s'agit d'accroître l'efficacité, en économisant au maximum les moyens pour obtenir plus de résultats suivant la norme du 'toujours plus'. Cette rationalité quantifiante tourne à l'absurde en devenant sa propre fin. La science économique, de son côté, n'est qu'une ruminant bavarde et obsessionnelle de ce principe de rationalité calculatrice. »

Tous ces textes posent donc les questions fondamentales suivantes :

- 1) Qu'est-ce qu'est l'économie ?**
- 2) A quand dater les débuts de la "pensée économique" ?**
- 3) Quelle est son histoire ?**
- 4) Quels discours identifier sous le terme de "pensée économique" ?**
- 5) Différents courants de pensée sont-ils compatibles ?**
- 6) L'économie énonce-t-elle des lois comme les sciences ? Doivent-elles donc être suivies ?**
Où l'économie n'est-elle qu'un champ d'action d'idéologies opposées ?

La plupart des manuels passent très rapidement (comme on va le faire !) sur la pensée économique jusqu'aux classiques, et font dater les débuts véritables de la science économique du travail d'**A. Smith**. C'est une attitude partagée par certains classiques, comme **J-B Say**, qui fustigeait les "vaines controverses sans résultat" de la pensée médiévale par exemple. Les classiques ont le sentiment de commencer quelque chose de neuf.

On aurait donc une correspondance assez claire entre les débuts de la science économique et la naissance de la R.I. (*Recherches ou enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations* 1776). Pourtant, les intellectuels n'ont pas cessé d'écrire sur l'échange, le commerce, la production depuis l'Antiquité. Tout dépend en effet de ce que l'on appelle une "**pensée économique**", distincte d'autres raisonnements.

Avant le XIXe siècle, la "pensée économique" n'est jamais totalement séparée d'autres préoccupations d'ordre religieux, moral ou philosophique. Par exemple, **Aristote** consacre de

nombreuses pages à la monnaie, mais il s'insurge contre l'idée de prêt à intérêt pour des raisons morales, et propose de réserver le travail manuel, supposé dégradant, à des esclaves. **L'innovation de Smith et des classiques**, c'est de proposer la recherche de "**lois universelles**" expliquant les phénomènes économiques, et en cela, de fonder une science, qui traite de problèmes autonomes des autres questions humaines.

Retrouvez dans les textes les références à ces idées :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Evidemment, il faut faire le parallèle avec le lent mouvement de "**désencastrement**" des phénomènes économiques, et surtout du marché, de l'ensemble de la vie sociale expliqué par **Karl Polanyi**. Le point de vue de la science économique ne devient compréhensible et même possible que dans une société où le contrôle de la vie économique échappe à la régulation de la collectivité, (de la seule tradition ?).

Mais à mesure que la pensée économique s'affirme, elle se fait science, il faudra s'interroger comme le fait **Jean-Paul Fitoussi** sur les résultats de cette jeune science :

- L'économie constitue-t-elle à son tour un ensemble normatif, avec une lecture "orthodoxe" des phénomènes économiques ? Cette interrogation sur la "généralité" des lois économiques, leur contestation et le caractère pluri paradigmatique de l'économie reviendra souvent.

- Quelle démarche la science économique doit-elle adopter ? La recherche d'un modèle pur, mais éloigné de la réalité, ou au contraire la construction de théories à portée locale, valables dans un contexte bien précis ?

- Quelles relations doit-elle entretenir avec les autres disciplines ?

Or aujourd'hui, les débats économiques sont largement traversés par ces questions : jusqu'où étendre la logique de l'analyse économique (cf l'économie des choix publics ou **Gary Becker** et ses travaux sur la famille) ? Quelles relations avec les neurosciences, la psychologie ? (cf **les prix Nobel 2002**, d'abord **Daniel Kahneman**, psychologue, qui est un des pères de l'économie comportementale. Il a expliqué le caractère non maximisateur des comportements individuels : comme dans la théorie des jeux développée par le mathématicien **John von Neumann** (1903-1957) et l'économiste **Oskar Morgenstern** (1902-1977), (cette théorie s'intéresse aux interactions entre individus rationnels. La théorie des jeux attire l'attention sur le fait que des décisions individuellement rationnelles peuvent conduire à des issues absurdes), **Kahneman** souligne donc que l'agrégation de choix presque rationnels peut conduire à des résultats très éloignés du modèle rationnel complet¹, c'est aussi l'un des fondateurs de l'économie du bonheur par la

¹ Un exemple tiré de **Dan Ariely** lui aussi spécialiste de l'économie comportementale, il raconte sa surprise un jour en découvrant une offre d'abonnement au journal **The Economist** :

-un abonnement à la version web pour un an coûtait 59 \$

-un abonnement à la version papier coûtait 125\$

-un abonnement aux deux versions coûtait lui aussi 125\$

Qui pourrait bien décider de s'offrir un abonnement uniquement papier quand pour le même prix, on peut aussi obtenir l'accès au web ? Curieux, il pose la question à des étudiants. Évidemment, personne ne choisit la deuxième réponse. Mais le plus surprenant est à venir...

En effet, la majorité des étudiants décident de prendre la troisième offre, celle qui combine le web et le papier pour 125\$. Dan Ariely décide alors de leur poser à nouveau la question, en enlevant la deuxième offre : ne restent plus que le web pour 59\$ ou l'offre web et papier pour 125\$. Cette fois, la majorité des étudiants décident de se contenter de l'offre à 59\$. Pourquoi ? Parce que nous sommes influençables, tout simplement. Quand elle est inclut dans la liste, l'offre "papier" à 125\$ met l'offre "papier+web" en valeur et incite les étudiants qui, sinon, n'auraient choisi que l'offre web, moins chère. "Nous ne sommes mêmes pas sûrs de nos propres préférences", en conclut Dan Ariely.

